

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)

**Pouvoir adjudicateur :
INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS Paul Emile Victor
(IPEV)**

Objet de la consultation :

Fourniture de produits alimentaires

Consultation n° IPEV_2026_001

**CCAG applicable : marchés publics de fournitures courantes et
services**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1. OBJET DU MARCHÉ	3
1.2. DESCRIPTIONS DES SITES À APPROVISIONNER	3
1.3. CONTRAINTES LOGISTIQUES POUR LA DESSERTE DES STATIONS ET DES REFUGES	3
1.4. FORME ET MONTANT DU MARCHÉ	4
1.5. DÉFINITIONS DES PRODUITS RELEVANT DU MARCHÉ	5
1.6. CLAUSE D'EXCLUSIVITÉ.....	5
1.7. INTERVENANTS	6
ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES.....	6
2.1. PIÈCES PARTICULIÈRES.....	6
2.2. PIÈCES GÉNÉRALES.....	6
2.3. CONFORMITÉ DES DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 3. MODALITÉS DE COMMUNICATION	6
ARTICLE 4. PRIX DU MARCHÉ	7
4.1. AVANCE	7
4.2. FORME ET CONTENU DES PRIX	7
4.3. VARIATION DES PRIX	7
4.4. APPLICATION DE LA TVA	7
ARTICLE 5. MODALITÉS RELATIVES AU RÈGLEMENT DES COMPTES.....	8
5.1. MODALITÉS DE FACTURATION	8
5.2. DÉLAI DE PAIEMENT	8
5.3. RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 6. DURÉE DU MARCHÉ	8
ARTICLE 7. PROVENANCE ET CARACTÉRISTIQUES DES FOURNITURES.....	8
7.1. NORMES APPLICABLES.....	8
7.2. SPÉCIFICATIONS ET CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS.....	9
ARTICLE 8. CONDITIONS D'EXÉCUTION	9
8.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
8.2. PASSATION DES COMMANDES	9
8.3. PRODUITS DE SUBSTITUTION	10
ARTICLE 9. MODALITÉS DE LIVRAISON.....	10
9.1. DÉLAIS DE LIVRAISON	10
9.2. CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE.....	11
9.3. LISTE DE COLISAGE PAR CADDIE - LOTS N°1 À 4.....	12
9.4. MARQUAGE	13
9.5. BON DE LIVRAISON.....	13
9.6. RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE LORS DE LA LIVRAISON	13
9.7. LIVRAISON AU HAVRE – LOTS N° 1,2 ET 3	13
9.8. LIVRAISON À HOBART – LOT N° 4.....	14
9.9. LIVRAISON À PLOUZANE – LOT N°5.....	14
ARTICLE 10. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	14
10.1. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION.....	14
10.2. DÉCISION APRÈS VÉRIFICATIONS	14
ARTICLE 11. PÉNALITÉS	15
11.1. PÉNALITÉ POUR RETARD	15
11.2. AUTRES PÉNALITÉS	15
11.3. SEUIL D'EXONÉRATION	16
ARTICLE 12. ASSURANCES	16
12.1. ASSURANCES	16
ARTICLE 13. DROIT DE CITATION ET D'IMAGE DE L'INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS.....	17
ARTICLE 14. DIFFÉRENDS ET LITIGES	17
14.1. RÈGLEMENT À L'AMIABLE	17
14.2. DROIT APPLICABLE.....	17
ARTICLE 15. RESILIATION DU MARCHÉ	17
ARTICLE 16. DÉROGATION AU CCAG	18

Article 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) concernent la fourniture de produits alimentaires au profit de l'Institut polaire français pour le ravitaillement de stations de recherche en Antarctique, en Arctique, et d'un réseau de refuges situés dans les îles Subantarctiques (Kerguelen, Crozet, Amsterdam).

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS).

1.2. Descriptions des sites à approvisionner

L'IPEV a le statut de groupement d'intérêt public (GIP). Il a pour vocation la mise en œuvre de projets scientifiques, dans des milieux dont les spécificités (climat, isolement etc.) rendent nécessaires des compétences et technologies adaptées.

L'objet de cette consultation est le ravitaillement en produits alimentaires des sites suivant :

- ✓ La station de recherche scientifique française Dumont D'Urville (DDU), située sur l'Île des Pétrils. Elle accueille une vingtaine d'hivernants de fin février à mi-novembre, et jusqu'à 90 personnes sur le reste de l'année.
- ✓ La station de recherche scientifique franco-italienne Concordia (DMC), située en plein cœur du continent Antarctique. Elle héberge de 12 à 15 hivernants et jusqu'à 70 personnes durant l'été austral.
- ✓ L'installation annexe Robert Guillard franco-italienne (PRU), rattachée à Concordia qui se situe sur le continent à 5 km de Dumont D'Urville. Elle accueille 15 personnes durant l'été austral.
- ✓ La base de recherche franco-allemande AWIPEV située à Ny-Ålesund au Svalbard, Norvège. Elle héberge jusqu'à 8 personnes en mars et en septembre.
- ✓ Jusqu'à trente-cinq refuges pour la zone Subantarctique, (Crozet, Kerguelen et Amsterdam) même si une vingtaine seulement sont alimentés en moyenne par an, et qui accueillent chaque année une partie des effectifs déployés (composés en moyenne de 20 hivernants et de 70 personnes durant l'été austral).

1.3. Contraintes logistiques pour la desserte des stations et des refuges

Pour la partie Antarctique, du fait du climat et de l'expansion de la surface de la glace de mer bordant la côte de terre Adélie durant l'hiver austral, Dumont d'Urville n'est accessible qu'entre les mois d'octobre et de mars.

La station est desservie par L'Astrolabe, patrouilleur et navire logistique français armé par la Marine nationale, rattaché aux Terres australes et antarctiques françaises et affrété par l'Institut polaire français.

L'isolement et les possibilités d'accès imposent la mise en œuvre d'une logistique complexe. Le ravitaillement de la station Dumont D'Urville est réalisé 5 fois par an par l'Astrolabe suivant un planning serré comportant 5 transits entre le port d'Hobart en Tasmanie (Australie) et la station Dumont d'Urville. Chaque transit dure environ 24 jours et est appelée « Rotation ».

Le calendrier des rotations, au départ d'Hobart pour la campagne d'été 2026/2027, précise les dates clefs de la saison (dates 2026/2027 consolidées en juin 2026) :

✓ Rotation R0 : 01/11/2026	✓ Rotation R1 : 28/11/2026
✓ Rotation R2 : 22/12/2026	✓ Rotation R3 : 19/01/2027
✓ Rotation R4 : 10/02/2027	

Les dates définitives du calendrier de l'Astrolabe seront établies fin juin 2026. Ainsi, quelques jours de décalage pourraient affecter le planning ci-dessus.

Pour les districts subantarctiques, la chaîne d'approvisionnement des denrées alimentaires destinées aux refuges est organisée et préparée à partir des locaux de l'Institut polaire.

Après réception des produits palettisés par refuge (site d'affectation) à l'Institut polaire, les denrées font l'objet d'un reconditionnement spécifique dans des contenants étanches, normalisés et compatibles avec un transport héliporté. Ce conditionnement doit permettre à la fois le transport maritime, aérien et le stockage des vivres dans chaque refuge.

Une fois reconditionnées, les denrées sont acheminées par voie terrestre puis maritime jusqu'à l'île de La Réunion. La desserte finale est assurée lors des rotations du navire Marion Dufresne, au départ de La Réunion, permettant l'approvisionnement des différents districts subantarctiques. Chaque rotation a une durée moyenne de trente (30) jours.

À l'issue du transport maritime, les vivres sont directement hélicoportés depuis le navire vers les refuges concernés, puis stockés sur site pour une durée minimale d'un an.

Les refuges ainsi ravitaillés sont destinés à l'accueil régulier, tout au long de l'année, d'équipes composées de trois à quatre personnes, pour des séjours de courte durée (quelques jours). À ce titre, le format des conditionnements ainsi que la diversité des produits alimentaires proposés constituent des exigences essentielles, afin de garantir une alimentation variée à chaque repas pour les occupants des refuges.

La phase de préparation logistique à l'Institut polaire débute en règle générale environ quatre mois et demi (4,5 mois) avant le début d'une rotation du Marion Dufresne. L'expédition du fret maritime depuis la métropole intervient environ trois (3) mois avant ladite rotation.

Voici le calendrier des rotations au départ de la Réunion appelées OP (Opérations portuaires) pour l'année 2026 :

✓ OP1/26 : 11 mars 2026	✓ OP2/26 : 14 août 2026
✓ OP34/26 : 16 octobre 2026	Pas d'autre OP pour 2026

Les dates définitives du calendrier du Marion Dufresne pour cette année seront établies courant avril 2026. Ainsi, quelques jours de décalages pourraient affecter le planning ci-dessus.

Pour l'Arctique, le ravitaillement en vivres par l'Institut Polaire ne s'effectue que ponctuellement, à raison d'une à deux fois par an maximum, suivant les besoins.

Les produits livrés sur palettes et par site vont alors être reconditionnés dans des caisses avant d'être mis en conteneur. Ils sont ensuite transportés depuis l'Institut Polaire par fret routier jusqu'à Tromsø, puis par voie maritime jusqu'au Svalbard, suivi d'un trajet en motoneige jusqu'à la station.

En revanche, seuls deux conteneurs desservent la station chaque année.

Voici les dates de départ des conteneurs :

Départ 1 ^{er} conteneur IPEV : 27 février 2026	Arrivée Ny-Ålesund : 31 mars 2026
Départ 2 ^e conteneur IPEV : 10 avril 2026	Arrivée Ny-Ålesund : 31 mai 2026

Pour les années suivantes, les dates des rotations et opérations seront communiquées au Titulaire à partir du mois de mars de l'année en cours.

1.4. Forme et montant du marché

1.4.1. Allotissement

Les fournitures font l'objet de quatre lots :

- ✓ Lot n°1 : l'épicerie ;
- ✓ Lot n°2 : les produits surgelés ;
- ✓ Lot n°3 : les produits frais ;
- ✓ Lot n°4 : les fruits, légumes, crèmes fraîches, œufs, yaourts et sodas ;
- ✓ Lot n°5 : les petits formats

Les lots n° 1 à 4 concernent l'Antarctique.

Le lot n°5 concerne le Subantarctique et l'Arctique.

Le présent cahier des charges est commun aux cinq lots.

1.4.2. Forme du marché

Chaque lot donnera lieu à la passation d'un accord-cadre mono attributaire, dénommé "le marché" dans le présent document.

Le marché est exécuté par l'émission de bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique. Les conditions d'émission des bons de commande sont définies à l'article 8.2 du présent document.

1.4.3. Montant du marché

Le marché est conclu avec un montant maximum en application de l'article R2162-4 du code de la commande publique. Ce montant est précisé dans l'acte d'engagement.

1.5. Définitions des produits relevant du marché

1.5.1. Lot n°1 : l'épicerie

Ce lot comprend toutes les conserves et tous les produits secs sauf les produits "sensibles", comme le chocolat ou les contenants en verre, qui sont intégrés au lot n°3. Leur transport est réalisé à température ambiante.

1.5.2. Lot n°2 : Les produits surgelés

Ce lot comprend tous les produits surgelés, y compris les fromages, la charcuterie, les viandes et les poissons. Le transport jusqu'au point de livraison doit être réalisé en température dirigée à -20°C, dans des camions réfrigérés, pour ne pas briser la chaîne du froid.

1.5.3. Lot n°3 : Les produits frais

Les produits concernés sont :

- ✓ la crème fraîche, le fromage Comté AOP,
- ✓ les aliments fragiles ne pouvant voyager en conteneur dry ou surgelé comme le chocolat,
- ✓ Les aliments en bocaux de verre (si pas de possibilité de fournir l'article en conserves pour un voyage en dry sans température dirigée),
- ✓ les boissons non alcoolisées en brick ou PET.

Le transport est réalisé à température dirigée à +4°C.

1.5.4. Lot n°4 : les fruits, légumes, crèmes fraîches, œufs, yaourts, et sodas

Pour ce lot, afin de garantir la fraîcheur des aliments, il n'est pas envisageable d'organiser du fret avion pour la livraison. Un achat local (Australie) est donc à privilégier.

Le transport est réalisé à température dirigée à +4°C.

Ces denrées sont fournies à chaque rotation du navire à Hobart pour apporter du frais sur site entre les rotations.

1.5.5 Lot n°5 : Les petits formats

Les produits concernés sont :

- ✓ les aliments en conserves : conserves de légumes, conserves de viandes et poissons ;
- ✓ les plats cuisinés ;
- ✓ les paquets de pâtes, riz, purée ;
- ✓ les soupes ;
- ✓ les condiments ;
- ✓ les sauces ;
- ✓ les biscuits salés, sucrés et barres céréales ;
- ✓ les aliments pour le petit déjeuner : pains, biscottes et céréales, confitures et pâtes à tartiner ;
- ✓ le sucre et la farine ;
- ✓ les desserts, gâteaux, fruits en sirop, compotes et desserts ;
- ✓ les boissons ;
- ✓ les accessoires de cuisine.

Le transport est réalisé à température ambiante, en fret routier.

Une vigilance est exigée sur le respect des conditionnements, sur leurs propriétés, mais également sur les conditions d'emballages.

1.6. Clause d'exclusivité

L'Acheteur est tenu de recourir au présent support pour l'achat des produits référencés à l'article 1.5 du présent document. Des commandes peuvent être passées hors marché, sans que le titulaire ne puisse se prévaloir d'un quelconque préjudice, dans les cas suivants :

- ✓ le produit recherché n'est pas référencé dans le marché,
- ✓ le produit ne respecte pas le format et le type de conditionnement exigé,
- ✓ le produit ne correspond pas au critère de qualité attendu,
- ✓ le produit recherché est référencé mais indisponible au moment de la commande et le délai de « retour en stock » annoncé par le titulaire est incompatible avec le besoin de l'Acheteur.
- ✓ le produit recherché ne peut être livré dans les délais attendus du fait de délais incompressibles (demandes urgentes)

1.7. Intervenants

1.7.1. Représentation de l'Acheteur

En application de l'article 3.3 du CCAG FCS, le directeur de l'Institut polaire, désignera, dès la notification du marché, les personnes physiques habilitées à le représenter et les délégations de signature qui leur seront accordées.

1.7.2. Transitaires

L'Acheteur a recours aux services d'un transitaire au Havre, et à Hobart pour les lots n° 1,2,3 et 4. Leurs coordonnées sont mentionnées à l'annexe 1 du présent document.

Ces derniers peuvent évoluer durant l'exécution du présent marché, l'Acheteur préviendra le Titulaire de ces modifications.

1.7.3. Représentation du Titulaire

Dès la notification du marché, le Titulaire désignera un interlocuteur principal pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur principal. Plus généralement, le Titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Article 2. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par ordre de priorité décroissante. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradictions ou de différences entre elles.

2.1. Pièces particulières

- ✓ L'Acte d'Engagement et ses annexes
- ✓ Le Cahier des Clauses Particulières (CCP)

2.2. Pièces générales

- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le CCAG FCS est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché, et est réputée connue du Titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> .

2.3. Conformité des documents contractuels

Tous les documents faisant partie du marché sont réputés cohérents entre eux et complémentaires dans leur ordre de prévalence. L'absence d'énumération d'une annexe au titre du présent article n'a pas pour effet de la rendre inopposable dès lors qu'un document contractuel y renvoie. Le titulaire a l'obligation de vérifier la documentation mise à sa disposition et de signaler à l'Acheteur dès qu'il en a connaissance, les erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par l'homme de l'art.

Pour rappel, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents transmis par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Article 3. MODALITES DE COMMUNICATION

L'Institut polaire communique avec le titulaire par le biais de bons de commande et d'ordres de service qui sont notifiés au titulaire par messagerie électronique ou via le profil acheteur de l'Institut PLACE - www.marches-publics.gouv.fr, permettant dans tous les cas de disposer d'accusés de réception.

Avant le démarrage du marché, le titulaire transmettra au pouvoir adjudicateur les adresses électroniques sur laquelle les ordres de service et les bons de commande lui seront adressés.

Article 4. PRIX DU MARCHÉ

4.1. Avance

Sans objet.

4.2. Forme et contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application de prix unitaires et forfaitaires aux quantités réellement exécutées.

Les prix comprennent, outre les fournitures :

- ✓ toutes les taxes diverses, les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations
- ✓ les frais de conditionnement, d'emballage, de stockage, de transport, de manutention et de livraison des fournitures dans les locaux désignés par l'Acheteur.
- ✓ tous les frais relatifs à la réalisation complète des prestations du marché.

4.2.1. Lots n°1 à 4

Pour ces lots, tous les frais de manutention, de reconditionnement, de logistique et de livraison sont intégrés au prix unitaire des produits.

4.2.2. Lot n°5

Pour ce lot, les prix seront différenciés entre :

- Les prix unitaires des produits (prix au kg, prix au litre, à l'unité) ;
- Les frais relatifs à la réalisation complète des prestations du marché, les frais de conditionnement, d'emballage, de stockage ;
- Les frais de transport, de manutention et de livraison des fournitures dans les locaux désignés par l'Acheteur.

4.3. Variation des prix

4.3.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date de remise de la dernière offre. Ce mois est appelé « mois zéro » et est indiqué sur la première page de l'acte d'engagement.

4.3.2. Mode de variation des prix

Les prix du marché sont révisables par ajustement :

- 1 fois par an pour les lots n°1,2,3
- 1 fois par mois pour les lots n°4 et 5

4.3.2.1. Clause butoir

Chaque prix ne peut évoluer, au cours d'une même année calée sur la date anniversaire de l'accord-cadre, que de :

- 10% maximum pour la révision annuelle
- 3% pour la révision mensuelle

4.3.2.2. Clause de sauvegarde

En cas d'augmentation supérieure à la hausse prévue indiquée à l'article 4.3.2.1 du présent document, l'Acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché.

En outre, si le titulaire du présent marché ne répercute pas la baisse des produits proposés ou s'ils appliquent une hausse de ses tarifs supérieure à celle opérée à l'ensemble de sa clientèle, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

En cas de résiliation, l'Acheteur notifie la décision de résiliation au titulaire.

La résiliation prend effet 6 mois après la réception de cette décision. Les prix applicables pendant cette période sont ceux du dernier tarif accepté par l'Acheteur.

4.4. Application de la TVA

Les prix du bordereau sont hors TVA, pour les lots n° 1 à 4, les produits étant destinés à une exportation définitive en Antarctique.

Les prix du bordereau pour le lot n° 5 comportent la TVA, puisque les produits sont livrés à Plouzané ; avant expédition définitive.

Article 5. MODALITES RELATIVES AU REGLEMENT DES COMPTES

5.1. Modalités de facturation

Les demandes de paiement doivent parvenir par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : IPEV

SIRET : 180 089 369 00029

Le Titulaire présentera une demande de paiement :

- ✓ Pour une livraison au Havre : dès la réception par l'Acheteur de l'interchange de rentrée sur le terminal signé par le terminal.
- ✓ Pour une livraison à Hobart : dès la confirmation par notre transitaire de la livraison des fournitures.
- ✓ Pour une livraison à Plouzané : dès la réception par l'acheteur de la marchandise au siège à Plouzané

La demande de paiement comportera les éléments obligatoires suivants :

- ✓ le client : Institut polaire français ;
- ✓ la référence du marché ;
- ✓ le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- ✓ le numéro d'engagement juridique ;
- ✓ les coordonnées de l'agent passant la commande ;
- ✓ le nom, l'adresse et le numéro SIRET du titulaire ;
- ✓ le numéro et la date d'émission de la facture ;
- ✓ la désignation des produits livrés (avec les références du BPU) et la quantité livrée ;
- ✓ le poids et les dimensions des colis ;
- ✓ la station ou le refuge de destination ;
- ✓ le prix HT de chaque produit.

Pour une livraison au Havre et à Hobart (pour les lots n°1 à 4), la facture précisera :

- ✓ le n° EORI du fournisseur ;
- ✓ La mention : "**Matériel destiné à l'exportation définitive – Destination finale : Terre Adélie – ANTARCTIQUE**" devra être apposée sur les formulaires d'exportation, afin d'être exonérés de la TVA.

5.2. Délai de paiement

Les sommes dues au(x) Titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement sur Chorus.

5.3. Retenue de garantie

Sans objet.

Article 6. DUREE DU MARCHÉ

La durée de validité du marché, pendant laquelle peuvent être notifiés des bons de commande, est d'un an, renouvelable 3 fois 12 mois, à compter de la date de notification du marché.

Les bons de commande notifiés pendant la période de validité du marché sont exécutés jusqu'à leur terme.

Article 7. PROVENANCE ET CARACTERISTIQUES DES FOURNITURES

7.1. Normes applicables

Le prestataire est tenu de respecter les dispositions réglementaires nationales et européennes relatives à la mise sur le marché de denrées alimentaires sur le territoire national français ou dispositions réglementaires équivalentes Australiennes ou Tasmaniennes applicables notamment aux opérations de production, de stockage, de transport et de distribution des denrées alimentaires.

Le titulaire assure une veille réglementaire et technique et prend en compte toute évolution survenant en cours d'exécution du contrat ; il a un devoir de conseil auprès de l'IPEV en matière de veille réglementaire et

d'alertes sanitaires.

Lorsque les denrées proviennent d'établissements soumis à agrément ces derniers sont titulaires d'un agrément sanitaire en cours de validité ou, le cas échéant, d'une dispense d'agrément répondant aux conditions requises.

7.2. Spécifications et caractéristiques des produits

7.2.1. *Date de durabilité minimale (DDM) et date limite de consommation (DLC) restantes des denrées :*

Les DDM ou DLC des denrées doivent être la plus longue possible à compter du départ des locaux du prestataire. En effet, les denrées alimentaires arrivant sur les stations en décembre ou janvier vont être utilisées en partie pour l'année N en cours, mais également sur l'année N+1, voir sur N+2 ans.

A la date de livraison, une DDM/DLC supérieure à 1 an minimum est demandée ; et supérieure à 2 ans pour les DLUO (exigence sur le Lot n°5).

7.2.2. *Traitement spécifique des farines du lot n°1*

Toutes les farines du lot 1 devront subir un traitement à l'ozone.

7.2.3. *Surgélation des produits frais du lot n°2*

Les vivres frais comme le fromage, la charcuterie, le beurre ..., et tous les produits demandés en surgelé au prestataire et que celui-ci ne pourrait fournir qu'en frais doivent être surgelés avant le transport. Il est impératif que les vivres bénéficient d'une DLC au plus tard possible avant la surgélation.

La prestation couvre les opérations de surgélation en tunnel à -70°C auprès d'une entreprise certifiée International Featured Standard (IFS).

Le titulaire, ou son sous-traitant, doit après surgélation étiqueter les produits en indiquant la date de surgélation.

7.2.4. *Format des produits du lot n°5*

Le format des produits relevant du présent lot devra présenter un poids unitaire égal ou inférieur à un kilogramme ou un litre par produit.

Par dérogation aux dispositions précédentes, les cubis de vin et bidons d'eau sont autorisés au format d'une capacité maximale de cinq litres.

Article 8. CONDITIONS D'EXECUTION

8.1. Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant l'exécution du marché conformément aux spécifications des documents de la consultation. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

8.1.1. *Correspondant de vente*

Dès notification du marché, le titulaire désignera un "correspondant de vente" qui sera l'interlocuteur privilégié de l'Acheteur, pour l'ensemble des prestations à fournir (établissement de devis, exécution des commandes, réclamation, etc. ...). Cette fonction doit être assurée de façon continue (intérim à prévoir pendant les congés, le cas échéant).

8.1.2. *Accompagnement et conseil technique d'avant-vente*

Le titulaire met à disposition de l'Acheteur une prestation d'accompagnement et de conseil technique d'avant-vente par téléphone et par échanges de courriels.

Dans son offre, le candidat précisera les noms et coordonnées d'un support technique qui prendra en charge ces demandes. Les correspondants devront être francophones et joignables sur simple appel téléphonique ou par mail. En cas de demande par téléphone, un courriel d'information suivra confirmant le contenu de la demande.

8.2. Passation des commandes

Les fournitures sont commandées au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou par toute personne habilitée.

Les différentes stations font l'objet de bons de commandes distincts suivant le calendrier des rotations et opérations identifiées, et les températures de transport requises.

A noter que l'approvisionnement de la station Dumont D'Urville a la particularité de desservir deux sites :

- ✓ le magasin principal de la station (DDU MVI),
- ✓ le stock de secours, situé en autre lieu physique, afin de garantir les stocks de vivres si un incident venait à détruire le stock principal (DDU Secours).

8.2.1. Contenu des bons de commande

Chaque achat fait l'objet d'un bon de commande établi par l'Acheteur, dans lequel sont indiqués :

- ✓ le client : Institut polaire français ;
- ✓ la référence du marché ;
- ✓ le numéro du bon de commande et sa date d'émission ;
- ✓ le numéro d'engagement juridique ;
- ✓ les coordonnées de l'agent passant la commande ;
- ✓ le nom, l'adresse et le numéro SIRET du titulaire ;
- ✓ la désignation des produits commandés (avec les références du BPU) et la quantité commandée ;
- ✓ le lieu et la date de livraison ;
- ✓ la destination du produit commandé ;
- ✓ le prix HT de chaque produit ;
- ✓ le prix total HT.

8.2.2. Transmission des commandes

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par courriel.

Le point de départ du délai d'exécution d'une commande est la date et l'heure de sa notification.

Les dates prévisionnelles de transmission des bons de commande sont indiquées dans le tableau de l'article 9.1 ci-dessous.

8.2.3. Prise en compte de la commande par le titulaire

À compter de la date de remise d'un Bon de Commande, et par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours pour en accuser réception ou pour présenter des réserves par courriel. Les réserves du titulaire, si elles sont reconnues fondées par les Acheteurs passant la commande, font l'objet d'un rectificatif au bon de commande.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances et les motivations du retard et le délai supplémentaire demandé. Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG de référence, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés pour effectuer sa demande de report de délai.

8.3. Produits de substitution

En cas de rupture soudaine, le titulaire s'engage à trouver des solutions alternatives pour garantir l'approvisionnement des produits commandés par l'Acheteur ou à proposer des produits équivalents, sans modifications de prix. Les produits proposés devront être acceptés par l'Acheteur.

Article 9. MODALITES DE LIVRAISON

9.1. Délais de livraison

Le délai de livraison est indiqué dans le bon de commande et démarre au jour de sa notification.

Les vivres des lots n°1,2 et 3 doivent être livrés au port du Havre **6 semaines maximum** après la passation de la commande, afin de parer aux aléas de transport, et d'organiser une éventuelle priorisation des caddies de vivres suivant le nombre total de conteneurs à charger sur le navire.

Les vivres du lot n°4 doivent être livrés au port d'Hobart **5 jours** avant le départ de l'escale concernée.

Les vivres du lot n°5 doivent être livrés, dans un délai de **3 à 4 semaines maximum** après la commande notifiée, au siège de l'Institut Polaire, à Plouzané.

A titre indicatif, vous trouverez dans les tableaux suivants :

- ✓ la distribution des lots par rotation/ opération portuaire (OP)
- ✓ les dates estimées de passation de commande
- ✓ Les dates limites de livraison à Plouzané

Ces dates seront consolidées lorsque les plannings de rotation de l'Astrolabe et du Marion Dufresne seront connus.

9.1.1. Lots n°1 à 4

N° DE COMMANDE IPEV	Lots n° 1,2,3	n° rotation	date livraison Le Havre	Site de destination	Date de commande estimée
1	Lot n°1 : sec	R1	18/08/2026	DDU (principale et secours)	début / mi-juillet
2	Lot n°1 : sec	R1	18/08/2026	CDIA	début / mi-juillet
3	Lot n°2 : surgelé	R1	01/09/2026	DDU	début / mi-juillet
4	Lot n°3 : frais +4°	R1	18/08/2026	DDU	début / mi-juillet
5	Lot n°3 : frais +4°	R1	18/08/2026	CDIA	début / mi-juillet
6	Lot n°2 : surgelé	R2	15/09/2026	CDIA	fin juillet / début août
- 7 (commande que si reliquat)	Lot n°2 surgelé reliquat	R2	15/09/2026	DDU	fin juillet / début août
	Lot n° 4	n° rotation	date livraison Hobart	Site de destination	Date de commande estimée
8	lot n°4 : vivres frais	R0	30/10/2026	DDU	16/10/2026
9	lot n°4 : vivres frais	R0	30/10/2026	PRU	16/10/2026
10	lot n°4 : vivres frais	R1	25/11/2026	DDU	06/11/2026
11	lot n°4 : vivres frais	R1	25/11/2026	PRU	06/11/2026
12	lot n°4 : vivres frais	R2	19/12/2026	DDU	04/12/2026
13	lot n°4 : vivres frais	R2	19/12/2026	PRU	04/12/2026
14	lot n°4 : vivres frais	R3	15/01/2027	DDU	16/12/2026
15	lot n°4 : vivres frais	R3	15/01/2027	PRU	16/12/2026
16	lot n°4 : vivres frais	R4	06/02/2027	DDU	22/01/2027

9.1.2. Lot n°5

Subantarctique

Rotation navire	Type denrée	Date de passation de la commande	Date limite de livraison à l'Institut	Date d'envoi conteneur	Date de départ OP
OP2	Lot n°5 : Vivres / ambiant	12/04/2026	12/05/2025	10/06/2026	14/08/2026
OP3/4	Lot n°5: Vivres /ambiant	25/05/2026	25/06/2026	10/08/2026	16/10/2026

Arctique

Conteneur	Type denrée	Date de passation de la commande	Date limite de livraison à l'Institut	Date d'envoi conteneur	Arrivée à Ny-Alesund
1 ^{er} conteneur	Lot n°5 : Vivres / ambiant	27 /01/2026	17/02/2026	27/02/2026	31/03/2026
2 ^{ème} conteneur	Lot n°5 : Vivres /ambiant	11/03/2026	01/04 2026	10/04/2026	12/05/2026

En dehors de ces dates, d'autres commandes ponctuelles pourront intervenir.

9.2. Conditionnement et emballage

Le conditionnement et l'emballage sont à la charge du titulaire.

9.2.1. Lots n°1 à 4

Les denrées seront conditionnées par le fournisseur dans des cages caddies dotées de couvercles, fournies par l'IPEV, comme le modèle ci-dessous :



Technical Specifications

- External dimensions 1160 X 820 X h 98
- Useful dimensions 1062 X 791 X H850
- Capacity 800 kg
- Weight when empty 51 kg
- Static stackability 4/1
- Dynamic stackability 1/1

Les caddies sont déchargés de l'Astrolabe à proximité de Dumont D'Urville, et sont ensuite transférés par hélicoptère sur la station. En raison de la capacité d'emport de l'hélicoptère, chaque cage caddie doit être chargée à 400 kg maxi.

En moyenne, chaque année, on dénombre environ 80 caddies de vivres.

Le titulaire doit porter la plus grande attention au chargement des produits dans les caddies :

- ✓ les produits se dégradant par une chaleur excessive lors du transit maritime devront être rassemblés dans des caddies qui voyageront dans un conteneur maritime à température dirigée à +4°C . Exemple : chocolat, fruits confits, ...
- ✓ limiter le plus possible tout emballage créant du déchet, et favoriser le recyclage (le moins de plastique possible),
- ✓ éviter les vivres en bocaux de verre, ou si impossibilité les placer en conteneur +4°C

9.2.2.Lot n°5

Les denrées doivent être impérativement regroupées sur palettes à rehausse par le fournisseur. Il est demandé lors de la préparation de compartimenter et de rassembler les produits alimentaires par destination. Ainsi, une palette alimentaire équivaldra à un site d'affectation. Les sites d'affectations doivent être facilement identifiables sur palettes.

Le titulaire doit porter la plus grande attention aux chargement des produits sur palette :

- ✓ assembler la palette en positionnant les articles et les contenants les plus lourds à la base de la palette,
- ✓ enlever tous les emballages secondaires afin de limiter les déchets, et favoriser le recyclage (le moins de plastique possible),
- ✓ éviter les vivres en bocaux de verre, favoriser des contenants résistants. (conserves/plastiques)

Les produits réceptionnés feront l'objet d'un reconditionnement par site, réalisé exclusivement par le personnel de l'Institut polaire, au sein de contenants adaptés destinés à faciliter les opérations de manutention, de transport, et de stockage en zone concernée.

Ces opérations de reconditionnement sont effectuées conformément à des procédures internes et à des savoir-faire spécifiques, notamment en matière de nettoyage et de biosécurité. À ce titre, elles ne peuvent en aucun cas être confiées au Titulaire du marché.

Les palettes utilisées pour la livraison des vivres pourront être récupérées par le Titulaire, dans un délai de 3 mois.

9.3. Liste de colisage par caddie - Lots n°1 à 4

Chaque caddie devra avoir son bon de colisage sur lequel sera repris :

- ✓ Le code produit,
- ✓ La désignation de la marchandise,
- ✓ La DDM/DLC/DLUO,
- ✓ Le nombre de cartons
- ✓ Le site de destination du produit
- ✓ La quantité facturée,
- ✓ Le poids net chargé,

- ✓ Le poids brut chargé.
- ✓ Un code barre (développement en cours)

Avoir la liste de colisage de chaque caddie permet d'anticiper des priorités en cas de problème de chargement à Hobart sur le ravitailleur l'Astrolabe.

Le but est également que chaque carton de vivres, ou idéalement chaque article possède un code barre traduisant le maximum d'information sur le produit et notamment la DLC/DDM. Ceci aidera à la gestion des dates de péremption et à limiter les pertes de produits. Le prestataire pourra présenter une solution d'étiquettes avec codes-barres pour les produits, issue de son expertise dans le domaine.

9.4. Marquage

9.4.1.Lots n°1 à 4

Chaque caddie sera doté d'une étiquette (définie suivant la nomenclature IPEV), portant la couleur de la zone de livraison et un numéro de cage caddie unique à toute la durée de la campagne, et ce, quelque soit la rotation, le bon de commande ou le lieu de livraison.

Par exemple, les étiquettes de couleur jaune sont associées à la station Dumont D'Urville.

Des caddies sont à destination du stock principal, et d'autres caddies au stock de secours. Ainsi, la répartition par zone de stockage est faite en amont et non sur site où les conditions de travail ne sont pas aussi aisées que dans un hangar en France.

Les étiquettes modèle par site sont fournies en annexe 3 du présent document.

9.4.2.Lot n°5

Les sites d'affectations doivent être facilement identifiables sur chaque palette livrée.

9.5. Bon de livraison

- ✓ Chaque commande devra avoir son bon de livraison sur lequel sera repris (par site de destination) :
- ✓ Le code produit
- ✓ La désignation de la marchandise
- ✓ Le site de destination du produit
- ✓ La quantité facturée

9.6. Responsabilités du titulaire lors de la livraison

Le Titulaire est responsable du mode de transport de ses produits.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination, ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement incombent au titulaire. Le titulaire veillera à s'assurer contre tous les risques liés à ces opérations et ce quel que soit le lieu retenu par l'Acheteur et le mode de transport choisi.

Le Titulaire doit s'assurer que le prestataire chargé du transport dispose des moyens matériels et humains nécessaires à la livraison jusqu'aux lieux indiqués. Il doit informer son transporteur des contraintes d'accès pour chaque lieu de livraison afin qu'il puisse utiliser le véhicule ou les moyens adaptés. Le Titulaire fera son affaire de tout litige avec le transporteur.

Dans le cas où le transporteur serait dans l'incapacité de procéder au déchargement des fournitures, la prestation ne sera pas acceptée. Cette dernière devra faire l'objet d'une nouvelle livraison, aux frais du titulaire, dans un délai convenu entre l'Acheteur et le titulaire.

9.7. Livraison au Havre – Lots n° 1,2 et 3

9.7.1.Adresse de livraison

Port du Havre
76 600 LE HAVRE – France

9.7.2.Modalités de livraison

Le titulaire assurera la livraison des fournitures jusqu'aux entrepôts désignés par le Transitaire.

S'il utilise du bois pour réaliser le conditionnement, celui-ci devra respecter la norme NIMP 15 et être agréé pour le transport maritime.

Une fois au terminal de l'entrepôt du Havre, les caddies seront pris en charge par le transitaire de l'Acheteur. A ce titre, le Titulaire contactera l'Acheteur et son transitaire pour s'accorder sur les modalités de prises en charges et la date de livraison.

9.8. Livraison à Hobart – Lot n° 4

9.8.1. Adresse de livraison

Hobart Wharf
Tasmania, Australia

9.8.2. Modalités de livraison

Le titulaire assurera la livraison des fournitures à l'adresse de livraison désignée par l'Acheteur.

Il procédera également à la reprise et l'échange des cartouches Sodastream.

Le Titulaire contactera le transitaire de l'Acheteur pour indiquer la date et l'horaire de livraison prévus, et ainsi connaître l'entrepôt de livraison.

S'il utilise du bois pour réaliser le conditionnement, celui-ci devra respecter la norme NIMP 15 et être agréé pour le transport maritime.

Des contrôles supplémentaires pouvant être effectués à l'arrivée à Hobart, le Titulaire devra être en mesure de fournir les documents relatifs au traitement de ses palettes.

En cas de non-conformité, les marchandises pourront être refusées, et un traitement par fumigation (à la charge du Titulaire) pourra être demandé.

9.9. Livraison à Plouzané – Lot n°5

9.9.1. Adresse de livraison

Institut Polaire Français
Technopôle Brest-Iroise
CS 60 075
29280 Plouzané
France

9.9.2. Modalités de livraison

Le titulaire assurera la livraison jusqu'au service de réception de l'Institut Polaire Français.

A ce titre, le Titulaire contactera l'Acheteur pour indiquer la date et l'horaire de livraison prévus.

Les horaires de réceptions standards de l'Institut Polaire sont fixés du lundi au vendredi, hors jours fériés de 08h30 à 11h45 et de 13h30 à 16h45 (hors dérogation possible).

Article 10. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1. Opérations de vérification

L'Acheteur contrôlera l'état quantitatif et qualitatif sommaire des produits livrés lorsqu'ils arriveront à destination.

Si l'état qualitatif n'est pas conforme, l'Acheteur peut accepter la livraison en l'état ou bien mettre en demeure le titulaire de reprendre le produit non conforme et de procéder à une nouvelle livraison à ses frais.

Si la quantité n'est pas conforme, l'Acheteur peut accepter la livraison en l'état ou bien mettre en demeure le titulaire de reprendre l'excédent fourni ou de compléter la livraison dans un délai fixé dans la mise en demeure.

A cette étape, seule la quantité des produits livrés et leur intégrité ont pu être vérifiées.

Les vérifications quantitatives et qualitatives des produits livrés ne pourront s'opérer qu'une fois ces derniers arrivés en Antarctique, pour les lots n°1, 2, 3 et 4.

- ➔ L'ensemble des opérations de vérifications s'opère dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la livraison des vivres au Havre, à Hobart ou à Plouzané.

Si la DLC/DDM/DLUO n'est pas supérieure à 1 ou 2 an (selon la situation), le Client se réserve le droit de refuser la marchandise.

10.2. Décision après vérifications

Par dérogation à l'article 30 du CCAG de référence, à l'issue des opérations de vérification, l'Acheteur prend une décision d'admission, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-après :

La décision lorsqu'elle est expresse peut prendre plusieurs formes :

- ✓ Admission sans réserve : La prestation est admise
Le règlement réalisé au moment de la livraison devient définitif
- ✓ Réfaction : La livraison n'est pas entièrement conforme mais peut être admise en l'état avec une

réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées

L'Acheteur notifie au titulaire la décision d'admettre avec réfaction la livraison.

Dans un délai de 15 jours, le titulaire peut présenter ses observations. A défaut d'observation dans ce délai, la réfaction est réputée acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'Acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

L'Acheteur émet un titre de recette à l'encontre du titulaire correspondant au montant de la réfaction.

- ✓ **Rejet :** La livraison ne peut pas être admise sans réserve.

L'Acheteur notifie au titulaire sa décision de rejeter la livraison.

Dans un délai de 15 jours, le titulaire peut présenter ses observations. A défaut d'observation dans ce délai, le rejet est réputé accepté. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'Acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

L'Acheteur émet un titre de recette à l'encontre du titulaire correspondant au montant de la livraison rejetée.

Article 11. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

11.1. Pénalité pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG de référence, et en cas de dépassement des délais contractuels, le titulaire encourt les pénalités définies ci-dessous, sans mise en demeure préalable.

Objet	Pénalité
<u>Retard de livraison</u> (pour les lots n°1 à 4) : En cas d'impossibilité pour le titulaire de livrer dans les délais fixés dans le bon de commande, la pénalité suivante est appliquée :	$P = V \times 15\%$ Avec : P= Montant de la pénalité V : Valeur de la commande livrée en retard hors TVA Une pénalité minimum d'un montant forfaitaire de 100€ peut être appliquée en cas de retard.
<u>Retard de livraison</u> (pour le lot n°5) :	150€ / jour

11.2. Autres pénalités

Objet	Pénalité
<u>Pénalités pour rupture</u> : Concerne les ruptures sans proposition de substitution acceptée par le client. Dans le cas d'un refus de ces propositions de la part du client, cette impossibilité de livrer (partielle ou totale) est considérée comme une rupture. Les ruptures, constatées par le client, peuvent faire l'objet d'une pénalité, calculée de la façon suivante :	$P = V \times 15\%$ Avec : P= Montant de la pénalité V : Valeur des produits HT non livrés Une pénalité minimum d'un montant forfaitaire de 100€ peut être appliquée en cas de rupture et par produit concerné.
<u>Substitution non validée</u> :	Pénalité forfaitaire de 300€

<ul style="list-style-type: none"> - <i>Substitution ponctuelle de produits</i> : en cas de substitution ponctuelle d'office de produits par le titulaire, sans accord express du client, la marchandise est refusée - <i>Substitution définitive de produits</i> : en cas de substitution définitive d'office de produits par le titulaire, sans l'accord express du client, la marchandise est refusée <p>La marchandise objet de la substitution non validée est retournée à la demande du titulaire. Tous les frais de retour sont à la charge du titulaire.</p>	
Erreur de référence livrée	$P = V \times 15\%$ Avec : P= Montant de la pénalité V : Valeur des produits HT non livrés Une pénalité minimum d'un montant forfaitaire de 100€ peut être appliquée par produit concerné.
Article manquant, non prévu, à la livraison	$P = V \times 15\%$ Avec : P= Montant de la pénalité V : Valeur des produits HT non livrés Une pénalité minimum d'un montant forfaitaire de 100€ peut être appliquée en cas de manquement et par produit concerné.
Non-respect de la date de péremption : Les marchandises ne respectant pas les DLC demandés par l'acheteur, seront retournées. Tous les frais de retour sont à la charge du titulaire.	Pénalité forfaitaire du montant de l'article concerné
Alerte sanitaire	En cas de retrait/ rappel dans le cadre d'une alerte sanitaire imputable au titulaire, la pénalité suivante sera appliquée : $P = V \times 50\%$ Avec : P= Montant de la pénalité V : Valeur des produits concernés
Absence de bon de livraison	Pénalité forfaitaire de 100 € HT

11.3. Seuil d'exonération

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités seront applicables dès le 1er euro HT, sans exonération.

Article 12. ASSURANCES

12.1. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur ou aux Acheteurs en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'Acheteur ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'Acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels

engendrés lors de l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 9 du CCAG de référence, le titulaire doit justifier, à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire des contrats d'assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie (la nature, le montant et la durée de la garantie).

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

La cessation, l'annulation du contrat d'assurance ou la non production de l'attestation, sans que soit opérée immédiatement une substitution de garantie acceptée par l'acheteur, constitue une faute grave et peut entraîner la résiliation du marché aux torts du prestataire après mise en demeure.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Conformément aux stipulations du CCP, la responsabilité du Titulaire est susceptible d'être engagée tant que la marchandise n'est pas livrée dans les locaux désignés par l'Acheteur. Par voie de conséquence, il fait son affaire de toute action en responsabilité contractuelle contre le transporteur pour tout dommage quelle qu'en soit la forme, et notamment en cas de perte, d'avaries et de retards. La réparation du préjudice subi par l'Acheteur est totalement indépendante de l'action intentée par le Titulaire contre le transporteur.

Article 13. DROIT DE CITATION ET D'IMAGE DE L'INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS

L'Institut polaire français Paul-Emile Victor n'autorise aucune mention de son nom, de son logo, de photos ou de plans concernant ses activités et ses personnels.

Cette interdiction concerne toute communication orale et/ou écrite sur tout support matériel et/ou numérique, ni au titre du présent marché, ni au titre d'une référence client, ni au titre d'une relation contractuelle distincte.

Cette interdiction s'applique au titulaire du marché ainsi qu'à ses cotraitants et sous-traitants.

Tout souhait de citer l'Institut polaire répondra, au terme de la réalisation effective et conforme des prestations ou services objets du marché, aux critères de réalisation garantissant pour l'institut :

- ✓ une communication apportant un intérêt en termes d'image publique ou privée de l'institut en lien avec ses activités logistiques polaires,
- ✓ la réalisation d'un travail ou la fourniture d'un bien ou service à plus-value technique avérée ou une évolution technologique, scientifique, logistique en lien avec l'activité logistique et scientifique polaire.

Cette communication fera l'objet d'une convention spécifique portant droits et obligations d'utilisation du nom, du logo, de photos et de tout autre contenu, selon des règles et une durée à déterminer entre l'Institut polaire et le Titulaire du marché.

Article 14. DIFFERENDS ET LITIGES

14.1. Règlement à l'amiable

L'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

Si des difficultés devaient s'élever entre l'Institut et le(s) Titulaire(s) quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire pourra être soumise, en premier ressort à la procédure de règlement amiable définie aux articles R 2197-1 à R 2197-24 du Code de la commande publique.

14.2. Droit applicable

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché, et sans préjudice des dispositions de l'article 46 du CCAG de référence, la contestation sera portée devant le :

Tribunal Administratif de Rennes (35)

3, Contour de la Motte - CS 44416 - 35044 Rennes Cedex

Tél : 02 23 21 28 28

Article 15. RESILIATION DU MARCHÉ

Les stipulations du CCAG FCS sont applicables.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, prononcée en application de l'article 32 du CCAG FCS, l'Acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution aux frais et risques du titulaire de la part résiliée du marché. Dans ce cas, la décision de résiliation le mentionnera explicitement.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité des commandes notifiées avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à la livraison des fournitures.

Article 16. DEROGATION AU CCAG

L'article du CCP	Déroge à l'article du CCAG FCS
2	4.1
8.2.4	3.7.2
8.2.4	13.3.2
10.2	30
11.1	14.1.1
11.3	14.1.3
12.1	9

ANNEXE 1 : COORDONNEES DES POINTS DE LIVRAISON

Le Havre – France

SEAFRIGO

ENTREPOT AU HAVRE
SD'LOG – BATIMENT B
Parc logistique du Pont de Normandie,
Port 4939,
76 430 OUDALLE
FRANCE
Horaire de réception : 8H – 15H30 tous les jours
Contact pour prise de rdv : ReceptionBatB@sdlog.com + logistiqueimportsdlod@seafrigo.com
Tel : 02 35 24 75 00

Hobart – Tasmanie – Australie

TASMANIAN WORLDWILDE SHIPPING
Port Control Tower Building
1st Floor/Suite 2, 18 Hunter Street
Hobart, 7000 -Tasmania,Australia
Tel Off + 61 (0) 3 6223 2000 - Mobile + 61 (0) 459 744 701
Email – Stefano.Parodi@twws.net ou Stephen.Parodi@twws.net

Plouzané – France

Institut Polaire Français Paul-Emile Victor
Technopôle Brest Iroise,
CS60075,
29280 PLOUZANE – France

Tél : 02 98 05 65 22

Email : poolexpe@ipev.fr

Horaires de réception : 08h30- 11h45 / 13h30-16h30 du lundi au vendredi (hors jours fériés / hors dérogation possible)

Rendez-vous à définir au préalable pour obtenir une autorisation de passage sur site.